



HAL
open science

Conclusion: Les transitions historiques. Pour une efficacité sémantique du concept

Monica Heintz

► To cite this version:

Monica Heintz. Conclusion: Les transitions historiques. Pour une efficacité sémantique du concept. Muller, C. and Heintz, Monica and Allard, P. Transitions historiques: Rythmes, crises, héritages, Les Éditions de la Maison d'Archéologie et d'Ethnologie, 2016. hal-01610223

HAL Id: hal-01610223

<https://hal.parisnanterre.fr/hal-01610223>

Submitted on 25 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CONCLUSION

LES TRANSITIONS HISTORIQUES : POUR UNE EFFICACITÉ SÉMANTIQUE DU CONCEPT

Monica HEINTZ*

Il est évident que la réactualisation d'un concept historiographique tel que celui de transition est un signe de notre temps. Jacques Revel nous a rappelé à quel point ce concept était lié à une philosophie marxiste de l'histoire, mais nous devons écarter d'emblée l'idée qu'un retour du marxisme l'aurait remis sur la scène politique et sociale occidentale d'aujourd'hui. Pourtant, ne nous y trompons pas, les raisons de ce retour culturel du concept sont les mêmes : la volonté de concevoir un nouveau monde, cette fois-ci afin d'en finir avec le capitalisme financier, la surconsommation, l'épuisement des ressources de la planète, les relations postcoloniales nord-sud et la violence qu'elles engendrent... Quand les pouvoirs publics utilisent aujourd'hui le terme de « transition », ils le chargent de significations positives pour excuser auprès de leurs électeurs les difficultés sociales actuelles qu'ils présentent ainsi comme une crise temporaire, un passage obligé quoique pénible vers un monde supposé meilleur, mais aussi pour redonner espoir en l'avènement d'un nouvel ordre supposé meilleur. Historiens, anthropologues, archéologues, philosophes, nous sommes aussi des femmes et des hommes de notre temps et notre manière de revisiter le concept de transition est encore un signe – si besoin en était – du caractère socialement et culturellement situé de la production historiographique.

Si nous nous tournons aujourd'hui vers le passé lointain ou très récent à l'aide du concept de transition, c'est donc pour mieux comprendre la possibilité même d'un changement notable dans les sociétés actuelles. Et le passé, qui a déjà déroulé son fil, offre en quelque sorte cet espace de visibilité rétrospective que le présent et le futur ne nous offrent pas encore.

QUELQUES ÉLÉMENTS POUR UNE REDÉFINITION CRITIQUE DU CONCEPT DE « TRANSITION »

La relecture du passé (du « changement ») en termes de transitions se heurte pourtant dès le début à la question de la définition du concept lui-même. Si l'histoire était une succession de périodes stables¹, la différence entre les configurations économicopolitiques

* Université Paris Ouest Nanterre La Défense, Maison Archéologie & Ethnologie René-Ginouvès, UMR 7186 LESC (Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative), Nanterre [monica.heintz@u-paris10.fr].
On pourrait plutôt parler de périodes « caractérisables », dont on peut discerner les traits unitaires, puisque chaque période connaît par ailleurs ses propres changements internes.

de ces périodes suggérerait qu'il y a une rupture, un espace temps de changement radical entre deux périodes successives qui les sépare (ou relie) entre elles. Le découpage de l'histoire en « tranches », imaginaire historiographique remis en question par Jacques Le Goff² nécessite l'existence de ces périodes « de transition »³. Par ailleurs, la différence entre les configurations économicopolitiques de ces périodes serait la garantie qu'entre les différentes « tranches » il y a bien une transition et non une simple crise⁴. Il suffirait alors d'ouvrir ces boîtes noires qu'étaient jusqu'ici les périodes de transition et d'en décrire les caractéristiques pour trouver inspiration pour notre interprétation d'un présent chaotique. Tâche déjà ambitieuse, on en convient, en raison de la pauvreté des ressources historiques sur ces périodes intermédiaires, souvent effacées par les chroniqueurs des périodes stables, comme le montre par exemple Christelle Mazé à propos de la Première Période intermédiaire de l'Égypte ancienne dans ce volume. Les théories du changement social s'en occupent rarement, elles qui cherchent les causes ou les principes du changement plus qu'elles ne cherchent à décrire la quotidienneté.

Mais aujourd'hui « la transition » ne se définit plus seulement par ce caractère intermédiaire ou temporaire ; elle n'est plus un simple tunnel chronologique. À force de décrire les dites transitions historiques en employant toujours les mêmes termes d'inintelligibilité, chaos, confusion, instabilité, pluralité, la « transition » arrive à se définir par cet ensemble de caractéristiques mêmes. C'est alors que notre définition risque de devenir circulaire. Toute transition serait inintelligible et toute période inintelligible deviendrait la transition entre deux configurations historiques différentes dont nous n'avons pas encore décelé les contours. Ceci nous amènerait à réinterpréter des périodes de l'histoire qui étaient autrefois identifiées auparavant, comme des « transitions », du fait des caractéristiques susdites partagées avec d'autres périodes dites « de transition ». Ceci donne accès, certes à une boîte d'outils méthodologiques qui permet de proposer une nouvelle interprétation des mécanismes internes de ces périodes et de leur héritage, mais conduit aussi potentiellement à diluer le concept.

La circularité de la définition de la notion de transition qui peut piéger le spécialiste est précipitée par l'utilisation du terme par les acteurs de l'histoire eux-mêmes, qui concourent à porter des discours en termes de rupture ou de transition sur leur propre contemporanéité ou sur leur passé. Or tout ce qui a été décrit comme période d'incertitude et de chaos par les contemporains n'est pas nécessairement une période de transition il peut s'agir du résultat d'un parti pris interprétatif⁵ ou d'un aveuglement dû au manque d'informations et de recul historique. Les articles réunis dans le présent volume montrent abondamment que ce sont les classes ou les générations perdantes qui ont coutume de

2. LE GOFF 2014.

3. On pourrait également envisager le passé comme un continuum, sans le périodiser, ce qui rendrait caduque l'idée de transition (en effet, le changement est toujours en cours), mais, comme le remarque Christel Müller dans son introduction, l'historien contemporain ne se départit pas de son *habitus* de périodisation hérité de l'historiographie moderne.

4. Je reviendrai sur la pertinence de cette distinction ultérieurement.

5. Ce parti pris a été courant dans les sciences sociales après 1989. Comme le faisait remarquer Ray Pahl *“Even a modest historical exploration makes it seem highly likely that the true novelty of the 1990s is both the lack of historical contextualisation and the seemingly misguided attempt to explain confusion in terms of confusion”* (PAHL 1995, p. 15). L'effort de caractérisation objective de la transition telle que nous la menons dans ce volume témoigne modestement de notre émancipation par rapport à cet héritage intellectuel de la fin du XX^e siècle.

décrire une époque qu'ils traversent et dans laquelle ils ne se reconnaissent plus en termes de rupture, tout comme les successeurs victorieux ont pu abuser du terme de transition pour décrire une période « heureusement » révolue grâce à leur mainmise sur le pouvoir. Ainsi, en décrivant un passé qui n'est plus et un futur qui n'est pas encore, la transition devient ce présent qu'à force de vivre les contemporains ne peuvent encore décrire, ou plus précisément traduire dans un récit linéaire cohérent. On peut comprendre alors aisément que l'erreur potentielle de l'historien qui consulte les documents contemporains de l'époque (et depuis le XIX^e siècle cela inclut souvent les médias) ou de l'anthropologue du présent est de prendre pour chaos du changement (« transition ») ce qui n'est chaotique que par la courte vue des contemporains ou par la présence de leurs enjeux politiques. Le changement est permanent et il y a toujours un changement plus « dramatique » en train de se faire – que ce soit sur le plan économique, social, politique ou culturel. Il y aura toujours des voix affolées, concernées par l'emprise du digital, le chavirement de l'organisation familiale, une révolution industrielle, un renversement politique ou une guerre. Peut-on succomber à cet affolement du présent qui vient de nos sources (combiné depuis l'avènement de la presse avec le sensationnalisme commercial diffusé à grande échelle) et quasiment tout décrire par conséquent en termes de crise ou de transition (la transition étant dans ce contexte une crise qui ne serait pas une secousse ponctuelle et qui amènerait à un changement durable)? Peut-on, au contraire, ignorer le point de vue indigène et cette subjectivité qui incite les contemporains à agir, sans s'enfermer dans un point de vue extérieur, ethnocentrique et/ou anachronique? Après tout, l'action des contemporains dépend de la perception de leur présent, même si cette perception apparaît comme confuse et erronée, qu'elle « manque de perspective » et que leur affolement soit perçu des siècles plus tard comme disproportionné.

Et pourtant, historiens, archéologues et anthropologues s'accordent sur l'existence de quelques périodes de « vraies » transitions, comme si l'objectivité était possible dès lors que le point de vue des contemporains et l'intérêt méthodologique des spécialistes en sciences sociales se rencontrent. Par « intérêt méthodologique » j'entends la constatation que la boîte à outils de la transition historique (rupture, accélération du temps, héritages contestés, ruptures générationnelles etc.) s'avère utile pour mieux comprendre une période historique : par les concepts qu'elle mobilise, par les comparaisons qu'elle propose, par les interprétations qu'elle suggère, par les critiques qu'elle rappelle. Si le dialogue implicite des chapitres dans un ouvrage tel que celui-ci donne des idées interprétatives ou permet de nuancer l'analyse d'un cas historique particulier, c'est que l'utilisation du concept de transition pour revisiter le cas historique en question a été fructueuse. Il n'y a pas d'objectivité de la « transition » en dehors de l'efficacité sémantique du concept.

QUELQUES NOUVEAUX OUTILS POUR ÉTUDIER LES TRANSITIONS

Rappelons donc la boîte à outils qui émerge à partir des cas de transitions sur lesquelles nous nous sommes accordés dans ce volume.

La transition comme un présent au futur incertain

Ce que nous savons déjà d'une période de transition est qu'elle est née d'un événement historique capable de produire une discontinuité structurelle (politico-économico-sociale). La transition correspond alors à la période d'adaptation à la nouvelle structure imposée par cet événement, qu'il soit révolution, guerre ou avènement d'une invention

de grande portée, ou que cette nouvelle structure soit connue mais pas encore atteinte voire inconnue.

Or la gestion que fait l'histoire des événements est éminemment complexe à tel point que la sous-discipline de l'historiographie soit dans une large mesure le reflet de cette diversité de modes de gestion⁶. Témoin de la révolution roumaine du 22 décembre 1989 et de sa rapide délimitation temporelle aux quelques journées qui ont suivi la chute du couple Ceausescu, j'ai été surprise des années plus tard en découvrant l'identification de la Révolution française comme couvrant une période d'une dizaine d'années, de 1789 à 1799. Alors que l'on célèbre uniquement le jour de la prise de la Bastille, je découvre ainsi les séries d'événements qui s'étaient enchaînés (la première constitution, les multiples essais d'organisation politique, la proclamation de la Première République etc. avaient permis au 14 juillet 1789 de prendre la dimension d'une révolution et de rester dans l'histoire comme un événement historique structurant. Cette relecture m'a permis de repenser la transition subie par les pays de l'Europe de l'Est au début des années 1990 comme une révolution encore en cours, non circonscrite au seul événement célébré symboliquement et datant en général de 1989. En effet, sans les multiples événements qui se sont succédé au début des années 1990 (manifestations politiques, secondes révolutions-coups d'État, conflits ethniques etc.) et qui ont « confirmé » la rupture commencée en 1989, la chute des divers dictateurs socialistes n'aurait pas été autre chose que des changements violents d'apparat et non des changements profonds de régime.

Le fait d'envisager une période dite de « transition » en tant que « révolution » a le mérite de souligner le fait que, pour les acteurs pris dans le changement, au début rien n'a encore été décidé. Du reste, l'histoire des vingt dernières années à l'est de l'Europe leur donne raison. Nous constatons aujourd'hui que les chemins « finalement » pris par les ex-républiques soviétiques peuvent être extrêmement différents d'une république à l'autre, entre la Biélorussie socialiste et l'Estonie européenne par exemple, malgré une « révolution » identique au départ. Si les secousses du début des années 1990 ont pu être interprétées a posteriori en Estonie comme des phénomènes inhérents à la transition vers la démocratie, la Biélorussie actuelle les voit aujourd'hui comme des crises dépassées. Ce qu'il en sera « finalement » nous ne le savons pas; nous savons seulement que le moment où l'historien choisira de regarder en arrière vers les événements de 1989 a son influence sur la conclusion qu'il en tirera. La transition vers de nouvelles structures aura bien eu lieu ou aura échoué.

La rupture structurelle avec le passé entraîne donc un présent (la période de transition où le futur est inconnu dans le sens où il ne peut pas être anticipé avec la connaissance que l'on a du passé⁷). C'est une rupture des cycles habituels du règne politique dans le sens évoqué par Bethany Honeysett dans sa reprise du modèle de transformation politique sur quatre générations d'Ibn Khaldun développé dans son traité de philosophie de l'histoire *Muqqadimah* datant de 1377. Si la mort d'un roi est un événement que l'on sait

6. Au contraire, en sciences sociales « L'événement ne va pas de soi » : BENSÂ et FASSIN 2002, p. 6. Les articles réunis dans ce numéro thématique offrent une réflexion utile sur les accords et désaccords entre le point de vue des historiens, pour lesquels l'événement reste une matière première importante, et celui des anthropologues et sociologues, qui préfèrent souvent le nier en faveur de l'observation de la continuité des structures.

7. La transition partage cette caractéristique de l'incertitude avec la crise, mais cette dernière se veut *in fine* une rupture ponctuelle et non de structure. Quand les crises se succèdent, on parle de « crises structurelles » terme que l'on pourrait probablement remplacer par celui de transition dans le domaine précis auquel s'applique.

gérer, car quelques secondes seulement de « transition » s'écoulaient entre « le roi est mort » et « vive le roi », une révolution est un événement bien moins absorbable par la société et il est donc suivi par une période de transition vers un nouvel ordre à nouveau lisible et prédictible par les contemporains. Ce nouvel ordre, bien que plus lisible ou même plus stable, peut être décevant par rapport à la promesse de l'événement pour une partie des contemporains ou de la postérité. Ainsi, la première et la deuxième république française sont plutôt des périodes de transition échouées de la monarchie à la république plutôt que des transitions de la monarchie vers l'empire ! De même, le régime actuel de plusieurs républiques ex-soviétiques n'est pas ce qu'une partie de leurs élites (et souvent l'Occident) espérait et leur période de « transition » du début des années 1990 apparaît rétrospectivement comme un essai échoué.

Mais peut-on véritablement utiliser des concepts tels que « réussite » ou « échec » de la transition sans être prisonniers d'une perspective téléologique hégélienne de l'histoire ? Encore une fois, le cas de la transition des pays de l'Est post-1989 permet de révéler les biais axiologiques présents dans d'autres (re)lectures de l'histoire. Cette transition a ceci de particulier qu'elle a eu d'emblée un but précis : atteindre la démocratie et l'économie de marché. L'objectif était inscrit et affirmé ouvertement dans ce projet de société imposé par les organisations financières internationales et les gouvernements des pays développés dans leur désir de globalisation des marchés. « La transition » post-1989 en Europe de l'Est n'est donc pas à confondre avec un changement social plus ou moins spontané, car elle correspond à un projet de transformation orchestré. Et pourtant, cette transition est vécue (et à juste titre) par les contemporains comme étant une transformation à issue incertaine, comme une période pendant laquelle on ne sait pas de quoi les lendemains seront faits. Les sondages d'opinion au début des années 2000 en Roumanie, lors de ma première enquête de terrain, donc dix années après la révolution et alors que la « transition » était censée être en cours depuis dix années, montraient un haut pourcentage d'interviewés qui pensaient que « le pays n'allait pas dans la bonne direction ». Au même moment, les autorités et les organisations internationales expliquaient que le pays n'avancait pas assez vite dans une direction (sûrement) bonne et s'ingéniaient à trouver des moyens pour accélérer le processus. Le « succès » de la transition (jugée par l'intégration du pays dans l'Union européenne) a été largement le résultat du compromis entre l'impatience des acteurs et l'apparition de résultats probants du nouvel ordre social à construire.

Ceci nous fait conclure que, malgré une visualisation a posteriori de la transition comme un chemin entre une structure (politico-économico-sociale) et une autre, la transition est une période au passé clivant et au futur incertain, et ceci même dans un cas aussi extrême que la transition postsocialiste où le futur est supposé connu d'avance. Ceci est d'autant plus vrai dans des cas où le futur est à inventer. La transition épigraphique dans les cités grecques au I^{er} siècle av. J.-C. décrite par Anne Heller montre comment s'opère le choix entre plusieurs « futurs » possibles et comment il se solde par un choix symbolique qui renforcera la transition politique définitive de la république à l'empire romain. L'analyse des changements dans les techniques de cuisson céramique par Valentine Roux et Simone Gabbriellini montre de même la grande variabilité de techniques présentes pendant la transition et avant la sélection finale. Dans leur étude de la transformation de la ville d'Aghmat au Maroc dans un bourg rural entre le XIV^e et le XVI^e siècles, Violaine Héritier-Salama et ses coauteurs se demandent, après avoir reconstitué les différents mouvements connus par la ville au XV^e siècle, ce qu'il se serait passé si les Soufis s'étaient installés plus tard dans la ville ou si les Ibériques n'avaient pas pillé les côtes atlantiques – en somme,

si un autre élément survenu pendant la période de transition avait fait pencher la balance d'un autre côté et débouché sur un autre horizon. L'instabilité, le manque de perspectives, le caractère chaotique d'une période de transition, mais aussi son ouverture, son espoir et son dynamisme sont dus au fait que le futur reste à inventer. La transition est déclenchée par une rupture avec un passé, mais entretenue par une tension vers le futur.

La transition comme accélération du temps

Les observations sociologiques du cas particulier de la transition programmée en Europe de l'Est nous permettent d'isoler également un autre facteur rarement pris en compte dans les études classiques du changement historique, mais qui affleure dans plusieurs chapitres du présent livre à travers la citation des sources contemporaines au phénomène : le désordre dû au changement lui-même. Les changements au plan politique (transition vers la démocratie), économique (transition vers l'économie de marché) et social ont été simultanés mais non coordonnés et la rapidité de ces changements a causé un désordre ponctuel mais déstabilisant en des temps de doutes quant au bien fondé des transformations. En 1990, la question stratégique qui s'est posée en Europe de l'Est a concerné essentiellement la vitesse de la transition, pas son but. Alors que le sociologue et politiste britannique Ralph Dahrendorf proposait de transformer la société postcommuniste en respectant le tissu économique et social de la société socialiste⁸, l'économiste américain Jeffrey Sachs proposait un changement immédiat et radical vers l'économie de marché afin d'assurer la soutenabilité financière et économique⁹. Et la solution la plus souvent adoptée dans les pays de l'Est a été la thérapie de choc, malgré les effets secondaires induits : chômage, pauvreté, conflits ethniques, etc. Ainsi j'ai pu observer au début des années 2000, lors d'une enquête sur des petites et moyennes entreprises roumaines, à quel point les nouvelles mesures législatives brusquement prises par les autorités généraient du désordre au sein des organisations, entraînaient des effets secondaires indésirables qui finissaient par ralentir, faire changer le cap ou le sens des mesures internes programmées, pourtant en accord avec l'intention générale du législateur. De même que de bonnes intentions mal coordonnées peuvent générer des « effets pervers »¹⁰, la vitesse et l'urgence du changement engendrent un désordre qui a la capacité de fausser le résultat désiré. Le résultat a été que même une fois atteint, le but (ici l'entrée dans l'Union européenne, la transition démocratique déclarée achevée) n'était plus qu'un maigre reflet de celui initialement visé, étant donné les ressources perdues en chemin (des générations sacrifiées, la perte du 12 % de la population en vingt ans), ainsi que les changements inattendus dans les valeurs de la société (qui se reflètent par exemple dans l'affaiblissement du système d'éducation). On maîtrise les étapes du changement sur le papier, mais on ne les maîtrise pas dans la réalité. Si le socialisme ne l'avait pas suffisamment montré, on découvrirait encore une fois que l'on ne gouverne pas une société par décret¹¹. Pour revenir à l'exemple des organisations que j'ai pu observer en Roumanie, « l'urgence », la rapidité et le manque de vision à moyen ou long terme des transformations (nombreuses et dictées par des macrochangements, peu maîtrisés, mais inéluctables) ont été contreproductives pour la mise en œuvre des transformations et psychologiquement épuisantes au quotidien pour les employés.

8. DAHRENDORF 1990.

9. SACHS 1994.

10. Tels que décrits par Raymond Boudon (BOUDON 1977).

11. CROZIER 1979.

Mais avec cet exemple provenant de l'histoire très récente, on peut se demander si l'accélération ne vient pas de cette pathologie des temps modernes dénoncée par Hartmut Rosa¹². La multiplicité d'horizons futurs caractérisant toute transition amènerait-elle automatiquement à une fuite en avant et à une précipitation du temps? La rareté des sources disponibles ne permet pas toujours à l'historien de reconstruire le passé avec le même détail que l'anthropologue tire de l'observation de la vie quotidienne des sociétés contemporaines. Pour trouver des traces du rythme tel que vécu par les acteurs de la transition, il doit se fier à leurs témoignages subjectifs (lettres, autres écrits) ou réfléchir en creux à partir des traces laissées: multiplicité des innovations techniques, des formes de travail ou familiales à une même période. Le croisement des données relevant du champ politique avec les données économiques et sociales (travail, famille) est par ailleurs indispensable pour comprendre l'ampleur d'un phénomène transitionnel, comme le montre Patrice Baubeau dans sa relecture des causes de la révolution de 1848 en France.

L'accélération du temps dans le cas d'une période de transformations est en fait un accroissement du nombre d'événements qui surviennent dans un temps donné. Non maîtrisés à cause de leur grand nombre, ces événements n'ont simplement pas le temps de faire sens pour les acteurs. Ils sont alors vécus comme des signes d'une crise – rupture avec le passé, dépourvue d'horizon futur – et non comme des étapes nécessaires d'une transformation. Ils ne peuvent plus être compris ni modélisés par les contemporains, ce qui prive ces derniers des possibilités de réaction. Olivier Allaïd nous montre aussi le contraire – comment les Warao tentent de pérenniser un temps de transition et d'incertitude pour préserver l'abondance matérielle temporaire qu'il confère. Une fois n'est pas coutume...

La transition comme lieu de différenciation générationnelle

Le manque de sens est donc la première conséquence de cette accélération du temps. Ce manque de sens n'est pas vécu de la même façon par toutes les générations qui traversent la transition. L'âge détermine la façon dont on met en récit sa propre biographie, la façon dont l'événement qui cause la rupture marque cette biographie, comme le montrent les récits des Surui analysés par Cédric Yvinec. L'âge détermine la capacité d'adaptation à une nouvelle structure politique, économique ou sociale, comme le montre Frédéric Hurlet pour la génération d'Actium. L'âge détermine enfin une propension à des discours nostalgiques – le temps de la jeunesse correspond plus souvent à un âge d'or – et l'insistance sur la perte et la fin d'un monde, comme pour ces aristocrates romains de Gaule dont les lettres analysées par Marie Roux témoignent de l'amalgame entre la mort imminente de l'empire et leur propre mort. La manière dont on est saisi par ce temps accéléré diffère donc d'une génération à l'autre et le sens qu'on lui donne en sort affecté.

Plusieurs chapitres d'historiens et d'anthropologues dans ce volume témoignent de la relativité des points de vue des contemporains sur la transition en fonction de l'âge auquel la rupture les atteint. Cette sensibilité différente au temps et aux événements en fonction de l'âge est le reflet d'un engagement différent avec le passé et son héritage comme avec le futur et ses promesses. À la suite d'un événement majeur, plusieurs générations historiques voient le jour, dont le parcours biographique et le récit sur l'histoire sont foncièrement distincts. La nécessaire coexistence de ces générations entraîne une cohabitation difficile de points de vue différents, voire opposés sur la société en train de se faire.

12. ROSA 2010.

Frédéric Hurllet montre que la transition de la république romaine à l'empire du 1^{er} siècle av. J.-C. au 1^{er} siècle apr. J.-C. n'est complète qu'au moment où les générations changent et seules les générations qui n'ont que l'empire comme horizon mental demeurent. La période transitionnelle, cette période de choix entre plusieurs régimes possibles, est alors enfin résolue. La transition est donc cette période où il y a une multiplicité des points de vue, souvent générationnels, sur la société et elle est par conséquent une période potentiellement marquée par des conflits entre générations.

Marie Roux utilise les termes de Reinhart Koselleck « champs d'expérience » et « horizons d'attente »¹³ pour caractériser les comportements des familles aristocratiques pendant la transition entre l'empire romain et les premiers royaumes barbares. Outre l'âge des individus, composante à résonance émotionnelle saillante dans les témoignages, ces deux concepts tiennent compte du rang dans la famille, des fonctions exercées dans l'ancien régime et de celles espérées au service de nouveaux rois, de leurs réseaux à l'intérieur de l'empire ou dans les futurs royaumes barbares, donc de données qui composent l'équation rationnelle du choix individuel. Le comportement des individus apparaît ainsi comme le résultat à la fois d'un choix rationnel, d'une lecture émotionnelle de la contemporanéité et de leur propre place dans le monde en changement.

Les générations ne négocient pas seulement le futur, mais aussi leur passé, leur héritage. Guillaume Alevêque montre comment depuis 1970 en Polynésie française se succèdent en même temps que les générations, les revendications et réappropriations identitaires de l'héritage maori, sans qu'un équilibre soit encore atteint, dans une transition intergénérationnelle continue dont la fin n'est pas encore en vue.

C'est un détour vers la subjectivité, pondéré par le délicat équilibre que l'on doit garder entre les différentes échelles de l'histoire, qui nous a conduit à la constitution la boîte à outils transitionnelle. Le concept de transition ainsi constitué devient alors compatible avec un regard sur l'histoire qui est sensible aux multiples subjectivités de ces acteurs capables de détourner le sens de l'histoire vers la recherche de leur propre sens de l'existence.

Bibliographie

BENSA A. et FASSIN E. (2002), « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, 38, p. 5-20

BOUDON R. (1977), *Effets pervers et ordre social*, Paris, Puf.

CROZIER M. (1979), *On ne change pas la société par décret*, Paris, Fayard.

DAHRENDORF R. (1990), *Reflection on the Revolution in Europe: in a letter intended to have been sent to a gentleman in Warsaw*, Londres, Chatto and Windus.

KOSELLECK R. ([1979] 2016), *Le Futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques* (trad. J. Hooock et M.-C. Hooock), Paris, Éd. de l'EHESS.

LE GOFF J. (2014), *Faut-il vraiment découper l'histoire en tranches?*, Paris, Seuil (coll. La Librairie du XXI^e siècle).

PAHL R. (1995), *After Success: fin de siècle anxiety and identity*, Cambridge, Polity Press.

ROSA H. (2010), *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte.

SACHS J. (1994), *Understanding "Shock Therapy"*, Londres, Social Market Foundation.

13. KOSELLECK (1979) 2016.